

conférée à l'ONU ses architectes, y compris les premiers ministres King, Saint-Laurent et Pearson, pour préserver le droit et l'ordre internationaux.

La bravade de Saddam Hussein augmente les enjeux pour l'ONU. Car tout en lui offrant la possibilité de jouer le rôle que le Canada a toujours voulu qu'elle exerce, cette crise présente aussi, malheureusement, un risque d'échec de sa part. Et si l'ONU devait échouer, les principes, les objectifs et les efforts de 45 ans de diplomatie canadienne seraient, du même coup, considérablement minés.

Ayant refusé d'apprendre les leçons de l'Histoire, notre génération pourrait se voir condamnée à revivre certains de ses chapitres les plus sombres. Saddam Hussein deviendrait un modèle pour d'autres tyrans en puissance, ce qui ferait régner une insécurité encore plus grande dans le monde. Les nations devraient assumer seules leur défense contre les agressions et on assisterait à une nouvelle course aux armements.

L'ONU, qui a été conçue pour empêcher un retour à la loi de la jungle, pourrait subir le même sort que la Société des Nations. Et ce, à un moment où de nombreux problèmes internationaux -- dans les domaines de l'environnement, des droits de la personne, de la dette, du développement, de la drogue et de la protection des enfants -- ne peuvent être résolus que collectivement, et où il importe plus que jamais que l'ONU se montre crédible et efficace.

Ce ne sont pas là des problèmes abstraits pour le Canada. Ce ne sont pas des problèmes auxquels on peut se dérober. Ce sont des problèmes qui touchent directement les intérêts vitaux du Canada, et ils font partie intégrante du débat en cours. On ne doit pas permettre que l'ONU échoue à ce moment critique de son histoire.

Certains prétendent que le Canada devrait maintenant se retirer de la scène, quitte à jouer plus tard un rôle de maintien de la paix. Mais si Saddam Hussein parvenait à annexer le Koweït, il serait alors en position de menacer tout le Moyen-Orient. Avec le temps et la richesse qu'il gagnerait, il pourrait ajouter d'autres armes de destruction massive à son arsenal, y compris, fort probablement, des armes nucléaires. Dans quelle position cela placerait-il ses voisins? Après l'Iran et le Koweït, quelles seraient ses prochaines cibles? L'Arabie saoudite? La Jordanie? Est-ce que nous attendrions la fin des dernières atrocités en espérant d'être invités à faire partie d'une force de maintien de la paix?

Saddam Hussein a menacé d'attaquer Israël avec des armes de destruction massive. Face à une très grave provocation de l'Irak, face aux violentes menaces que le ministre des Affaires étrangères Tarek Aziz a proférées à son endroit la semaine dernière à Genève, Israël a fait preuve d'une remarquable modération. Si Saddam Hussein mettait ses menaces à exécution, resterions-nous encore à l'écart dans l'espoir d'être appelés plus tard à contribuer au maintien de la paix dans ce qui resterait du Moyen-Orient? Ce serait adopter une voie qui ne serait ni sage ni responsable.